

Irak

L'Irak est un vieux pays pétrolier dont le développement de la production n'a, compte tenu d'une histoire mouvementée, pas été jusqu'à présent à la hauteur des ressources en place.

Le pays, aujourd'hui sur le devant de la scène énergétique et géopolitique internationale, constitue pour beaucoup d'observateurs un élément clé du marché pétrolier mondial présent et à venir.

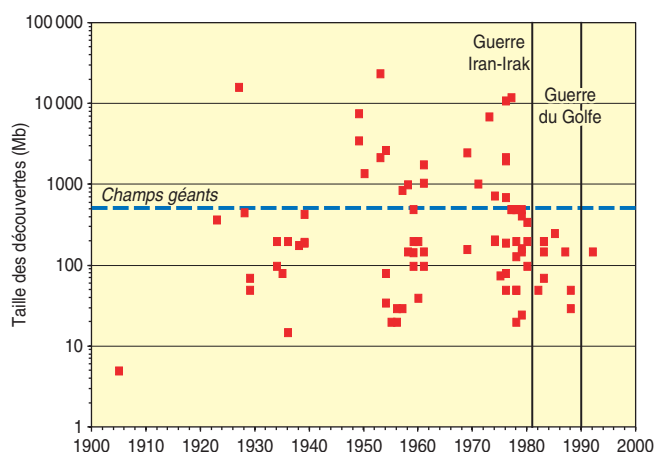
D'importantes réserves peu développées

L'Irak est un vieux pays pétrolier. Les découvertes les plus anciennes remontent en effet au tout début du siècle. Kirkouk, le deuxième champ du pays, aussi bien en termes de réserves que de production, a été découvert dans les années 20.

Si l'imprécision demeure sur le montant exact des réserves, évaluées suivant les sources entre 78 et 115 Gb, tous les experts sont d'accord pour affirmer qu'elles sont énormes et positionnent, sur ce plan, le pays dans les 5 premiers mondiaux.

Les 9/10^e des réserves pétrolières irakiennes se trouvent concentrées dans des gisements géants⁽¹⁾, 26 très exactement, découverts pour l'ensemble il y a plus d'un quart de siècle (fig. 1). Ces champs géants, s'ils sont connus depuis de nombreuses années, restent peu, voire pas du tout pour certains, développés en termes d'infrastructures de production.

Fig. 1 Les découvertes pétrolières en Irak



Avant l'intervention américaine en mars dernier, la capacité de production du pays reposait sur l'exploitation d'une

(1) Gisement géant : gisement dont les réserves ultimes récupérables sont supérieures à 500 millions de barils.

dizaine de champs seulement, parmi lesquels les deux plus importants, Kirkouk et Rumaila.

L'Irak possède également d'importantes réserves de gaz évaluées à 3100 Gm³ qui, si elles restent mineures pour le pays par rapport au pétrole, le placent tout de même en termes de réserves parmi les dix premiers dans le monde.

Un potentiel de découvertes futures important

Le territoire irakien se partage en deux grandes provinces pétrolières : la plate-forme arabique (200 000 km²) et la zone du Zagros (45 000 km²). L'ensemble des découvertes faites à ce jour dans le pays se répartit sur un axe nord-ouest sud-est parallèle à la frontière entre ces deux grandes provinces.

L'Irak est un vieux pays pétrolier qui reste globalement peu exploré. L'activité de forage, depuis la fin des années 70, y a été quasiment inexistante. La densité des gisements découverts par unité de surface reste faible comparée aux pays voisins. Elle est de 1 gisement pour 4000 km², alors que dans les autres pays de la zone, cette densité est globalement plus élevée avec au minimum 2 gisements découverts pour la même surface, voire 3 au Koweït et dans les Émirats.

Le territoire irakien a également été peu exploré en profondeur. Les forages réalisés dans le passé se sont arrêtés aux premiers niveaux imprégnés d'huile et ne sont pas allés reconnaître les formations plus profondes.

Or, des preuves existent un peu partout dans la région de la richesse de ces niveaux profonds, aussi bien dans la province du Zagros que sur la plate-forme arabique.

Tous ces éléments laissent à penser que le potentiel restant à découvrir est encore considérable. Plus important encore, la probabilité d'y faire des découvertes de gisements géants est l'une des plus élevée au monde, voire la plus élevée en onshore.

Dans le passé, le taux de succès de l'exploration en Irak a toujours été particulièrement élevé, globalement supérieur à 60 % entre la moitié des années 60 et la moitié des années 90,

Irak

voire supérieur à 80 % si l'on considère la seule plate-forme arabique au début des années 90, ceci sans utilisation de techniques d'exploration particulièrement modernes.

L'IFP estime entre 100 et 150 milliards de barils supplémentaires les réserves de pétrole restant à découvrir en Irak, soit l'équivalent, au moins, des réserves actuelles du pays.

Une industrie pétrolière à reconstruire

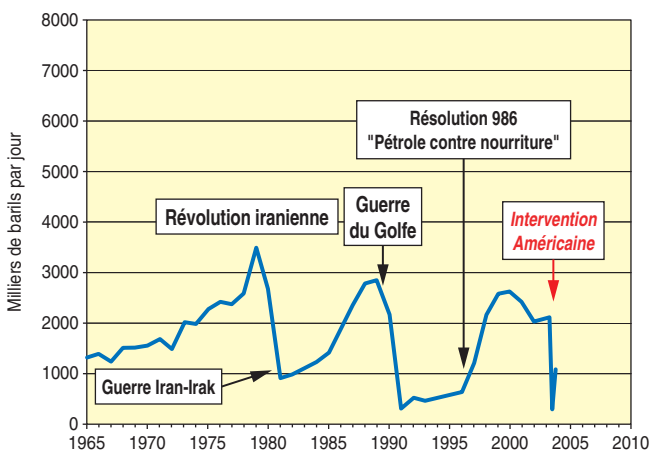
Plusieurs années de guerre et d'embargo n'ont pas contribué au développement du secteur pétrolier irakien, pas plus d'ailleurs qu'à la maintenance des installations.

La production

La production irakienne est restée relativement peu élevée en regard du potentiel pétrolier du pays (fig. 2). Jusqu'à la fin des années 70, la production se développe régulièrement pour atteindre un point haut en 1979 avec 3,5 Mb/j. Le début de la guerre Iran-Irak en 1981 marque la fin de cette première phase de développement. À l'issue du conflit, la production du pays repart à la hausse, mais la progression sera à nouveau arrêtée en 1991 avec la guerre du Golfe.

Fin 1996, la résolution 986 « Pétrole contre nourriture » de l'ONU permet un redémarrage de la production, mais le niveau de celle-ci ne reviendra jamais à celui de 1979.

Fig. 2 La production pétrolière irakienne



Source : BP Stat, AIE

Globalement, on estime entre 2,6 et 2,9 Mb/j la capacité de production du pays avant l'intervention américaine.

Cette production est issue de deux zones : l'une au sud autour du champ de Rumaila et l'autre au nord autour de Kirkouk (tableau 1).

Tableau 1 La capacité de production pétrolière irakienne fin 2001

Champs	Capacité de production ('000 b/j)
Au sud :	
Rumaila sud	750
Rumaila nord	500
Zubair	200
West Qurna	150
Missan	40
Luhais	25
Nahr Bin Omar	10
Majnoon	50 (mi-2002)
Au nord :	
Kirkouk	900
Bai Hassan	120
Jambur	75
Khabbaz	30
Saddam	25
Ain Zalah	8
Sufaya	8
Total	2800

Les voies d'exportation

Les voies d'exportation du pétrole sont limitées et en partie seulement opérationnelles fin 2002. Le pays compte plusieurs pipelines et un terminal.

Le principal pipeline d'exportation, d'une capacité initiale de 1,6 Mb/j, relie l'Irak au port d'exportation de Ceyhan en Turquie. D'autres pipelines existent, mais restent peu ou pas utilisés fin 2002 :

- un pipeline, d'une capacité initiale de 700 000 b/j en direction de la Syrie et des ports méditerranéens de Baniyas (Syrie) et de Tripoli (Liban). Ce pipeline aurait permis l'acheminement régulier vers la Syrie de 150 000 à 200 000 b/j entre 2000 et 2003, hors du cadre « Pétrole contre nourriture » fixé par les Nations Unies ;
- un pipeline, d'une capacité initiale de 500 000 b/j, vers l'Arabie Saoudite, fermé depuis 1990.

Le pays compte également un terminal d'exportation, Mina Al Bakr, dont la capacité d'exportation est estimée avant le conflit à 1,6 Mb/j.

Fin 2002, l'état des installations limitait à 2,4 Mb/j, au plus, la capacité réelle d'exportation du pays.

L'outil de raffinage

L'outil de raffinage est également en très mauvais état, après des années d'entretien partiel aggravé par les pillages récents, voire les actes de sabotage qui ont succédé

Irak

à la chute du régime baassiste. Le pays compte une dizaine d'installations (dont 3 raffineries majeures : Basrah, Daura et Baiji) d'une capacité totale maximale inférieure à 670 000 b/j.

Globalement, on le perçoit, la reconstruction et le développement du secteur pétrolier irakien seront longs et coûteux. Ce travail comprendra deux étapes :

- La remise en état des infrastructures de production, de transport et de raffinage. Cette première étape devrait permettre au pays d'atteindre un niveau de production de 2,8 Mb/j, c'est-à-dire un niveau proche de celui d'avant l'intervention américaine.
- Le développement de la production et son accroissement progressif à un niveau de 6 à 7 Mb/j. Cette deuxième phase passera nécessairement par la signature d'accords d'exploration-production avec les compagnies qui viendront investir dans le pays. La signature de tels accords ne va pas, pour les sociétés internationales, sans quelques préalables indispensables et fondamentaux : un cadre contractuel clair et une légitimité inattaquable de l'instance représentant le pouvoir irakien avec laquelle ils seront signés. Des conditions qui, pour l'heure, sont loin d'être réunies.

Exploration-production : quelle validité pour les accords passés ?

Avant l'intervention américaine en mars 2003, un certain nombre d'accords étaient en cours de discussion ou avaient même été signés entre des compagnies pétrolières étrangères et le pouvoir en place.

À la fin des années 90, une dizaine de blocs avaient été proposés à l'exploration dans la partie ouest-sud-ouest du pays (le Désert Occidental). Fin janvier 2003, sur les dix proposés, quatre blocs étaient attribués à des compagnies étrangères : deux à des compagnies russes Stroytransgaz-Oil et Tatneft, deux autres à deux compagnies d'État asiatiques, l'opérateur indonésien Pertamina et la société indienne ONGC.

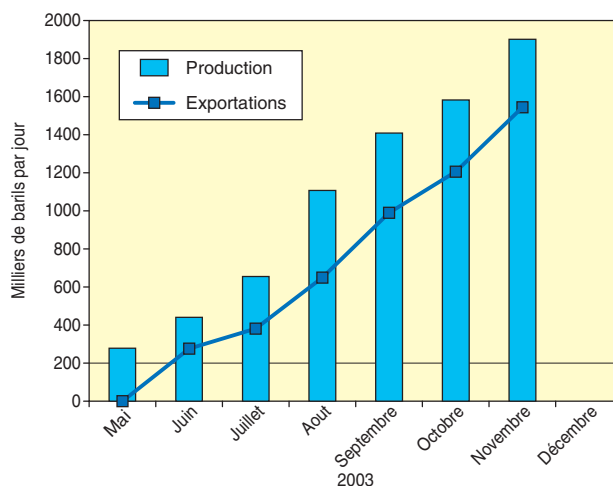
L'État irakien s'était également mis en quête d'investisseurs pour le développement de certains champs. Entre 1997 et le premier trimestre 2003, huit accords avaient, sur ce point particulier, été signés avec des compagnies russes, des compagnies nationales d'autres pays arabes ou encore, la compagnie chinoise CNPC. Parallèlement à cela, des pourparlers étaient en cours ou avaient eu lieu avec d'autres compagnies, notamment des compagnies russes et des grands groupes occidentaux (Total, ENI, Repsol, BHP, Shell, etc.).

Dans le futur, certains contrats signés entre 1996 et 2003 pourraient être dénoncés.

Retour de la production irakienne : situation actuelle

La production nette irakienne s'élève aujourd'hui à 1,9 Mb/j (mois de novembre 2003). Elle a globalement été multipliée par 5 depuis le mois de juin (fig. 3). Cette production provient à plus de 90 % des gisements situés au sud du pays. La production des gisements du nord atteint un peu moins de 500 000 b/j, mais près de la moitié doit être réinjectée faute de pouvoir être évacuée.

Fig. 3 La production pétrolière irakienne ces derniers mois



Source : BP Stat, AIE

Les exportations de brut du pays ont été, sur le mois de novembre 2003, de 1,55 Mb/j. La totalité du pétrole exporté l'a été par le Sud et le terminal de Mina Al Bakr. L'autre principale voie d'exportation, le pipeline vers la Turquie et le terminal de Ceyhan, reste fermée et il semble difficile, aujourd'hui, d'envisager sa réouverture avant le mois de janvier prochain. Les problèmes d'insécurité ne sont sans doute pas étrangers à cet état de fait.

Les autorités semblent confiantes quant au retour courant 2004 de la capacité de production à son niveau d'avant le conflit.

Le problème des exportations reste dépendant des voies d'évacuation. Sans une réouverture du pipeline vers la Turquie, les exportations pourraient rapidement plafonner à 1,9 Mb/j. La capacité de Mina al Bakr peut, semble-t-il aujourd'hui, atteindre ce niveau.

Afin de pallier en partie ce problème de capacité d'exportation, la réhabilitation du terminal de Khor Al Amaya (400 000 b/j de capacité initiale), détruit pendant la guerre du Golfe, est planifiée et pourrait être effective courant 2004. La construction d'un pipeline vers l'Irak est également imaginée. Cette solution permettrait à l'Irak d'exporter vers son

Irak



Source : IFP d'après Comité Professionnel du Pétrole

voisin 350 000 b/j et de recevoir en échange des produits raffinés. Cette option permettrait de pallier ainsi en partie aux besoins de la population que l'état actuel des raffineries et les sabotages fréquents des pipelines qui les alimentent ne permettent pas de satisfaire.

L'Irak un élément clé du marché pétrolier mondial dans le futur ?

Le retour de l'Irak sur le marché pétrolier est observé avec attention. Son impact sera hautement dépendant du rythme

d'augmentation des exportations du pays dans les mois, mais aussi les années à venir.

De ce point de vue, il est important de distinguer le court terme du plus long terme.

En 2004, la demande pétrolière mondiale devrait s'accroître, suivant les sources, de 1 à 1,1 Mb/j, soit une progression de 1,3 à 1,4 % par rapport à 2003, la plus forte depuis 1999. Une grande partie de cet accroissement sera liée à l'Amérique du Nord où la reprise économique se confirme, et à la Chine.

Irak

Face à cette croissance de la demande, les experts anticipent également en 2004, une augmentation de la production pétrolière dans les pays non-OPEP. Celle-ci devrait (liquides de gaz naturel, condensats OPEP et *processing gains* inclus) progresser, selon les sources, de 1,1 à 1,7 Mb/j.

Sans modification de l'approvisionnement en provenance de l'OPEP, l'accroissement de la demande pétrolière mondiale pour l'année à venir devrait donc être entièrement couvert par l'augmentation de la production pétrolière des pays non-OPEP, et notamment de la Russie.

Sur 2003, la production de brut de l'OPEP aura été, en moyenne, d'environ 26,5 à 26,8 Mb/j, dont 1,3 Mb/j correspondant à la part de l'Irak sur la totalité de l'année.

En 2004, l'appel au pétrole des pays de l'OPEP devrait être globalement d'un niveau équivalent à celui de 2003. Mais la part de l'Irak dans cet approvisionnement sera sans doute plus importante.

Un officiel irakien annonçait récemment un retour de la capacité de production du pays à son niveau d'avant l'intervention américaine, pour le quatrième trimestre 2004. Si les choses évoluaient dans ce sens, la production irakienne sur l'année 2004 pourrait être de 2,4 à 2,6 Mb/j.

L'OPEP des 10 (hors Irak) qui assurait 25,2 à 25,5 Mb/j en 2003 verrait sa part tomber en 2004 à 24-24,5 Mb/j, les surcapacités de l'organisation en matière de production passant alors à 3-3,5 Mb/j.

L'obligation de réduire le niveau global de la production de l'OPEP des 10 ébranlerait certainement la cohésion actuelle au sein de l'organisation et amplifierait un certain nombre de désaccords, plusieurs pays ayant récemment affiché leur volonté de ne pas réduire leur production.

Une production moyenne de l'Irak en 2004 de 2,4 à 2,6 Mb/j est néanmoins considérée par beaucoup comme particulièrement

optimiste, même s'il ne reste pas moins vrai que le pays devrait produire beaucoup plus en 2004 qu'en 2003.

À plus long terme, le rythme d'augmentation de la capacité de production irakienne ne sera pas sans conséquence sur le marché international.

Un objectif de développement de la production irakienne à 6 Mb/j en 2010 est souvent cité.

Atteindre un tel niveau en 2010 permettrait, compte tenu des autres développements prévus au sein de l'OPEP, un accroissement de la capacité totale de production de l'organisation de 8 Mb/j à cet horizon. Cette augmentation couvrirait plus des 3/4, voire la totalité, de l'accroissement de la demande mondiale sur la même période.

Une telle évolution pourrait rapidement se traduire, en cas d'augmentation de la production non-OPEP, notamment via la Russie, par des surcapacités importantes.

Mais la situation actuelle en Irak, si elle perdure, ne facilitera pas le développement des réserves pétrolières ni la montée en puissance de la production.

Le développement de la production nécessite d'importants investissements qui ne pourront être faits sans l'aide d'investisseurs étrangers. Or, ceux-ci n'investiront pas dans le pays tant que la situation politique ne se sera pas stabilisée, qu'un cadre contractuel intéressant n'aura pas été mis en place par une autorité irakienne jugée légitime et qu'une sécurité minimum des hommes et des infrastructures ne sera pas assurée.

*Nathalie Alazard-Toux
nathalie.alazard@ifp.fr*

*Yves Mathieu
yves.mathieu@ifp.fr*

Manuscrit définitif remis le 15 décembre 2003

